

Lucie Castets

Après sa trouvaille, la gauche au travail

Le Nouveau Front populaire a trouvé sa candidate pour Matignon au terme d'une quinzaine de jours de tractations. Mais, alors qu'Emmanuel Macron refuse de nommer un nouveau gouvernement avant la fin des Jeux olympiques, tout reste à faire cet été pour imposer la jeune femme et son projet.

Par
LUCIE ALEXANDRE

«**M**ardi, j'ai pas pu mettre le nez dehors, j'ai passé la journée dans ma tente, à enchaîner les réunions.» Comme chaque année, Fabien Roussel passe la saison estivale au camping, en Corse. Mais cette fois-ci, le patron du Parti communiste a des devoirs de vacances. La gauche s'apprête à passer l'été en visio. Car un petit miracle s'est produit mardi. Après seize jours et seize nuits de négociations compliquées entre les quatre partis du Nouveau Front populaire, une candidate commune pour le poste de Première ministre a été trouvée. Comme souvent, l'accord s'est fait au pied du mur : quelques heures avant la prise de parole d'Emmanuel Macron, sous pression pour mettre le chef de l'Etat sous pression. Lequel a balayé la proposition d'un revers de main, renvoyant la nomination d'un gouvernement après les Jeux olympiques, fin août.

DITHYRAMBIQUE

Mais la gauche a désormais un nom : Lucie Castets. Enarque, passée par la direction générale du Trésor, puis par les services de l'Etat de lutte contre la fraude fiscale, avant d'atterrir à la mairie de Paris comme conseillère, puis directrice des finances. Une haut-fonctionnaire de 37 ans qui gravite dans

les écosystèmes de gauche depuis des années, fréquente le monde des experts et de la recherche, sans appartenir à aucune formation politique. «*Tous ceux qui militent très activement dans ce pays l'ont déjà croisée un jour*», résume la cheffe du parti Les Ecologistes, Marine Tondelier. Mais peu la connaissent vraiment, et encore moins le grand public. Comment la responsable associative, cofondatrice en 2021 du collectif Nos Services publics, a-t-elle emporté le consensus des forces de gauche, qui paraissait jusque-là introuvable ?

Après les refus successifs d'Huguette Bello et de Laurence Tubiana, l'une par les socialistes et l'autre par les insoumis, la situation semblait pourtant au point mort. La personnalité de Lucie Castets est mise sur la table par le patron du Parti socialiste, Olivier Faure, le week-end dernier. Comme à chaque fois,

«Paradoxalement, la posture scandaleuse du chef de l'Etat va nous laisser le temps de nous organiser.»

Un responsable communiste

le blocage ne vient pas des communistes et des écologistes, qui valident sans difficulté. Les regards se tournent vers les troupes de Jean-Luc Mélenchon, dont la réponse se fait attendre. Mais après l'avoir auditionnée, ils finissent par l'approuver mardi, en fin d'après-midi. Le triple candidat à la présidentielle signe même une note de blog dithyrambique en faveur de la jeune femme, pourtant proche d'élus socialistes, comme l'ex-adjoint d'Anne Hidalgo devenu député de Paris, Emmanuel Grégoire.

«RADICALITÉ»

Comment l'expliquer ? «*Une certaine pression. Un mécontentement commençait à se faire sentir, venu de l'extérieur, et les insoumis y sont plus sensibles que ce que l'on a tendance à croire*», analyse un élu rose. «*Ses engagements contre la réforme des retraites ou dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale incarnent une radicalité politique qui se retrouve dans le programme du NFP*», justifie le député LFI de Seine-Saint-Denis Thomas Portes, qui l'a côtoyée au bureau de l'Observatoire national de l'extrême droite. «*Dès que son nom est sorti, il a été accueilli par un torrent d'approbations sur des boucles [de messagerie] militantes, sur un spectre très large et varié. C'est comme ça qu'elle a marqué des points dès les premières heures*», note le socialiste Christian Paul, qui la connaît depuis une quinzaine d'années et l'a fait **Suite page 14**





Lucie Castets
à Paris en
février 2023.
PHOTO LIVIA
SAAVEDRA

Pas de trêve pour les flingueurs de la macronie

Emboitant le pas au dédain du chef de l'Etat, le camp présidentiel a déclenché de premiers tirs de barrage contre la candidate de la gauche à Matignon.

Rien ne gâchera sa «trêve» olympique et politique. Mercredi à la mi-journée, Emmanuel Macron se filme tout sourire devant la tour Eiffel dans une courte vidéo de dix-huit secondes : «On ouvre grand les Jeux. A bientôt!» Le Président a basculé «en mode olympique», selon l'un de ses conseillers. Merci de ne pas lui parler de la formation d'un nouveau gouvernement avant «la mi-août», rendez-vous esquissé lors de son interview mardi soir sur France 2 et Radio France, pour préserver «la stabilité» du pays pendant les JO. Le chef de l'Etat continue d'ignorer superbement Lucie Castets, la candidate choisie pour Matignon par le Nouveau Front populaire (NFP). «Elle dit elle-même qu'elle ne veut pas aller au-delà du NFP, donc il n'y a pas de majorité stable possible. Ça ne change pas grand-chose», minimise-t-on à l'Elysée, où la première grande interview de Castets sur France Inter a été jugée «poussive» mercredi matin. Mardi soir, à quelques minutes de l'entrée du Président sur le plateau de France Télévisions, son équipe a dû se ruer sur Google pour se renseigner sur la cofondatrice du collectif Nos Services publics. «Ils ont fait un coup, juge un proche du chef de l'Etat. Tous les partis politiques [du centre, de droite et d'extrême droite] ont dit qu'ils censureraient immédiatement un gouvernement avec LFI. Non seulement ils n'ont pas une majorité pour, mais ils ont une majorité contre. Je ne vois pas l'intérêt d'aller faire ça si ce n'est pour foutre le bordel, ce qui, du point de vue de Jean-Luc Mélenchon, est recevable.»

«**Recul.** Macron laisse à ses troupes le soin de décortiquer – et de critiquer – le CV de l'énarque, ancienne de Trafin (le service de renseignement sur le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la fraude fiscale) et du cabinet d'Anne Hidalgo, aujourd'hui directrice des finances et des achats de la mairie de Paris. «Sa seule expérience "politique", c'est d'avoir été conseillère d'Hidalgo, et ça n'est guère flatteur», flingue un conseiller ministériel. «C'est vraiment la caricature de la gauche bobo», pilonne une ministre. Le député Ensemble pour la République (EPR,

ex-Renaissance) François Cormier-Bouligeon l'accuse d'être «proche de M. [Thomas] Portes, le coupeur de têtes de LFI», s'appuyant sur le seul fait que le député insoumis et Castets sont membres du bureau de l'Observatoire national de l'extrême droite. L'ex-rapporteur général du budget Jean-René Cazenueve (EPR) ironise sur l'endettement de la mairie de Paris, sur laquelle elle a été interrogée sur France Inter. «Première intervention, premières carabistouilles», a-t-il tweeté.

De son côté, l'ex-président du groupe Modem à l'Assemblée Jean-Paul Mattei juge «pas sérieux» que Castets rejette toute forme de coalition avec l'ex-majorité présidentielle, alors qu'il manque au NFP une centaine de sièges pour atteindre la majorité absolue. Ce proche de Bayrou estime néanmoins «qu'on aurait pu recevoir» la candidate de la gauche unie au lieu de l'ignorer comme l'a fait l'Elysée : «Il faut que chacun prenne un peu de recul. Sinon on va aller de motion de censure en motion de censure. Il faut mettre tout le monde autour de la table.»

«**Piégé.** L'Elysée évoque un «temps de décantation avant que les forces républicaines commencent à mettre des propositions sur la table» et espère toujours la construction d'une vaste coalition, comme dans d'autres pays d'Europe. Si les injonctions répétées d'Emmanuel Macron à «travailler ensemble» lui permettent de gagner du temps, il risque de se retrouver piégé dans quelques semaines si le NFP continue à lui réclamer Matignon sans négociations. «A un moment, il va falloir qu'il nomme quelqu'un. Si c'est un macroniste, il sera battu tout de suite, anticipe le député PS Arthur Delaporte. Si on veut que le pays avance, il faut que quelqu'un fasse une concession. Il n'y a pas de raison objective que ce soit nous.»

Le Président continue de considérer que le NFP est minoritaire car son candidat pour la présidence de l'Assemblée, André Chassaigne, ne l'a pas emporté. Il mise toujours sur un schisme entre LFI et le PS, seule solution pour stabiliser un attelage englobant le bloc présidentiel et la droite de Wauquiez. «On ne va pas se vendre pour aller faire un gouvernement à la découpe avec Laurent Wauquiez. Ça n'a aucun sens», réplique Delaporte. L'Elysée y croit pourtant dur comme fer et reste à l'affût des dissonances au sein du NFP. Que le PS Stéphane Le Foll qualifie la désignation de Castets de «clap de fin de l'ambition [du NFP] à gouverner» et de «victoire de Jean-Luc Mélenchon» a été noté comme un signe encourageant.

JEAN-BAPTISTE DAOLAS